

LE RECENSEMENT

LE CAS DES ÉLÈVES DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES
ET SECONDAIRES

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet du recensement. On m'apprend qu'il s'est fait un recensement des élèves des écoles secondaires et élémentaires. Quelle en est la raison étant donné que les parents ont répondu aux questionnaires à la maison? Veut-on vérifier les réponses des parents? Pourquoi recense-t-on séparément les élèves?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Les élèves à qui on demande de remplir des formules de recensement doivent savoir que leurs parents l'ont déjà fait et en tenir compte.

M. Woolliams: Les élèves ont-ils donc le droit de refuser de répondre aux questions qui semblent un contrôle des renseignements que leurs parents ont donnés?

L'hon. M. Pepin: La situation est la même pour les députés qui ont reçu un questionnaire à leur adresse officielle et un autre à leur domicile m'ont demandé auquel ils devaient répondre. La réponse est évidemment là où ils vivent en temps normal. C'est à eux de décider.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Qu'entend-on par temps normal?

* * *

L'ÉNERGIE

L'ACCÈS DU PÉTROLE BRUT CANADIEN SUR LE
MARCHÉ AMÉRICAIN

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources découle de la proposition du président Nixon voulant qu'on entame des négociations avec le gouvernement canadien au sujet de l'acheminement libre de pétrole brut vers les États-Unis. Je voudrais demander au ministre si les négociations ont commencé ou si le gouvernement américain lui a fait des suggestions sur les modalités possibles d'un tel accord.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Les hauts fonctionnaires discutent déjà depuis plusieurs mois et les entretiens se poursuivent. Je n'ai actuellement rien à signaler à la Chambre, mais je suis persuadé que les pourparlers donneront les résultats satisfaisants prévus par le président des États-Unis.

M. Douglas: Comme la décision de lever les restrictions sur le pétrole canadien destiné aux marchés américains est unilatérale, que prévoit l'accord que l'on négocie? La négociation englobe-t-elle d'autres sources ou substances énergétiques ou marchandises font-elles l'objet en contrepartie de la permission de laisser entrer le pétrole canadien sur le marché des États-Unis?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà dit à la Chambre, je pense, que la position du Canada dans les pourparlers a toujours été que la restriction unilatérale par les États-Unis était injustifiée et ne pouvait être profitable à l'un ou à l'autre pays. Nous avons également cherché à persuader les États-Unis que leur embargo global sur l'uranium était aussi une restriction injustifiée aux échanges entre nos deux pays.

[Plus tard]

LES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS SUR LE PARTAGE
DES RESSOURCES—L'ACCÈS AU MARCHÉ AMÉRICAIN
DES PRODUITS OUVRÉS

M. Max Saltzman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question va faire suite à celle qu'on a posée tout à l'heure au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Dans les entretiens qu'il a eu avec les représentants des États-Unis au sujet du partage des ressources énergétiques, le ministre a-t-il posé comme condition à l'adhésion du Canada à un accord dans ce domaine l'accès de nos produits finis au marché américain?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, on n'a jamais eu d'entretiens avec les États-Unis sur le partage des ressources énergétiques. Ces entretiens ont en fait porté sur les occasions de libre échange.

[Plus tard]

M. Saltzman: Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Au cours de ses pourparlers avec les représentants des États-Unis sur la libéralisation du commerce, a-t-il demandé aux Américains de songer à supprimer les barrières tarifaires dressées contre l'importation de produits canadiens ouverts?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, au cours des négociations en vue de la suppression des restrictions au commerce et à la vente de ressources énergétiques, il n'est pas précisément question de tarifs, mais il est sûr que cette suggestion est des plus intéressantes et que nous verrons tout probablement à y donner suite un de ces jours.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LA PUBLICATION DU RAPPORT

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre qui a déclaré que le gouvernement se serait engagé à proposer une politique sur les investissements étrangers. Voici ma question: Le rapport Gray sera-t-il maintenant rendu public?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'existe pas de rapport Gray. Le ministre va proposer au cabinet, dans un mémoire, certaines recommandations à discuter par le gouvernement, qui annoncera sa politique en temps utile.